



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**Procédure M\_3399**

**Pouvoir adjudicateur** : GCS UniHA – 83 boulevard Marius Vivier Merle - 69003 LYON

**Objet du marché** : Mise à disposition de Solutions numériques et matériels connectés innovants et performants visant l'amélioration de l'organisation des soins, des parcours patients, de la pratique des professionnels et de l'efficience du système de santé

**Procédure** : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

**Technique d'achat** : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

# SOMMAIRE

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	2
Chapitre 1 – Généralités .....	4
1. Objet et présentation du SAD .....	4
1.1 Objet et contexte du SAD .....	4
1.2 Technique d’achat choisie : le SAD.....	4
2. Périmètre du SAD.....	5
2.1. Les catégories du SAD .....	5
2.2 Périmètre des prestations des marchés spécifiques.....	5
2.3 Périmètre des bénéficiaires du SAD .....	5
Chapitre 2 – Dispositions relatives au SAD .....	6
3. POUVOIR ADJUDICATEUR DE SAD .....	6
4. PIECES CONTRACTUELLES DU SAD.....	6
5. DUREE DU SAD .....	7
6. Obligations générales des candidats admis dans le SAD .....	7
6.1 Dispositions générales.....	7
6.2 Changements affectant le candidat admis dans le SAD .....	7
Chapitre 3 – Dispositions relatives à la passation des marchés spécifiques .....	8
7. POUVOIR ADJUDICATEUR DES MARCHES SPECIFIQUES .....	8
8. PIECES CONTRACTUELLES DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE .....	8
9. DUREE DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE .....	8
10. Modalités de passation des marchés spécifiques .....	9
10.1 Objet des marchés spécifiques .....	9
10.2 Invitation des candidats à remettre une offre .....	9
10.3 Remise des offres par les candidats.....	10
10.4 Evaluation des offres de chaque marché spécifique.....	10
10.5 Attribution du marché spécifique .....	12
Chapitre 4 – Dispositions relatives à l’exécution des marchés spécifiques .....	13
11. Obligations administratives générales des titulaires des marchés spécifiques.....	13
11.1 Discretion, confidentialité et protection des données personnelles .....	13
11.2 Assurances .....	13
11.3 Sous-traitance .....	13
11.4 Respect de la réglementation et du code du travail .....	14
11.5 Récupération des données.....	14

12.	Spécifications techniques des prestations.....	15
Chapitre 5 – Dispositions financières des marchés spécifiques .....		16
13.	Prix.....	16
13.1.	Prix de référence .....	16
13.2.	Forme de prix .....	16
13.3.	Offre promotionnelle .....	17
14.	Modalités de règlement des comptes .....	17
14.1.	Présentation des demandes de paiement .....	17
14.2.	Délais de paiement.....	19
14.3.	Nantissement et cession de créances .....	19
14.4.	Avance .....	20
Chapitre 6 – Sanctions et résiliation des marchés spécifiques .....		21
15.	Pénalités .....	21
15.1.	Pénalités de retard .....	21
15.2.	Pénalités de retard dans la communication des justificatifs d’assurance.....	21
16.	Résiliation des marchés spécifiques .....	21
16.1.	Motifs de résiliation .....	21
16.2.	Indemnités de résiliation.....	22
16.3.	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	22
Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS .....		23

## Chapitre 1 – Généralités

### 1. OBJET ET PRESENTATION DU SAD

#### 1.1 OBJET ET CONTEXTE DU SAD

Le présent SAD a pour objet la mise à disposition de Solutions numériques et matériels connectés innovants et performants visant l'amélioration de l'organisation des soins, des parcours patients, de la pratique des professionnels et de l'efficacité du système de santé.

Les catégories listées en annexe 2 du CCATP ont été identifiées à partir des projets « Tiers-lieux d'expérimentations » (dits « TLE ») en cours au sein de différents établissements de santé dans le cadre d'appels à projets financés par le programme France 2030.

Le site France 2030 précise que « *les tiers lieux d'expérimentation réunissent une diversité d'acteurs (professionnels du monde de la santé, usagers, patients et/ou volontaires sains, aidants, collectivités, entreprises, fournisseurs de solutions numériques, chercheurs, méthodologistes, économistes, chargés de valorisation, etc.) pour mettre en œuvre les expérimentations, les évaluer et contribuer à leur accès au marché* ».

Pour autant, les solutions susceptibles d'être référencées dans le présent SAD ne sont pas limitées à celles intégrées dans les tiers lieux d'expérimentation, dès lors qu'elles répondent à l'objet de la catégorie.

Le présent SAD a en effet pour objectif de s'inspirer de ces expérimentations et de proposer un véhicule contractuel favorisant la concurrence et le référencement de solutions innovantes pendant toute la durée du marché sur un besoin éprouvé au sein de projets France 2030, dans un domaine en constante évolution.

#### 1.2 TECHNIQUE D'ACHAT CHOISIE : LE SAD

Le Système d'acquisition dynamique est une technique d'achat qui permet de recenser tout au long de sa durée de validité des opérateurs susceptibles d'être intéressés par les marchés – les marchés spécifiques – susceptibles d'être passés par les établissements adhérents de UniHA.

Les opérateurs économiques peuvent candidater dans une ou plusieurs catégories identifiées dans le SAD (annexe 2 du CCATP). Les établissements adhérents lancent, selon leurs besoins, leurs marchés spécifiques dans la ou les catégories couvertes par le SAD en invitant les candidats préalablement admis dans ces catégories à remettre une offre.

Les opérateurs économiques qui n'auraient pas candidaté avant la passation de certains marchés spécifiques peuvent toujours candidater dans le SAD pendant sa période de validité. Si leur candidature est admise, ils seront alors invités à remettre une offre lors des marchés spécifiques lancés postérieurement à leur admission.

Les opérateurs économiques ne sont pas obligés de candidater à l'ensemble des catégories du SAD.

## 2. PERIMETRE DU SAD

### 2.1. LES CATEGORIES DU SAD

Le SAD est divisé en 17 catégories selon l'annexe 2.

Durant la période de validité du SAD, le GCS UniHA pourra compléter la liste des catégories en lien avec l'objet du SAD et ses spécifications techniques.

Dans ce cas, les marchés spécifiques portant sur les catégories ajoutées ne pourront pas être lancés avant un délai de 30 jours à compter de l'ajout des nouvelles catégories.

### 2.2 PERIMETRE DES PRESTATIONS DES MARCHES SPECIFIQUES

Les prestations de base de chaque marché spécifique incluent :

- Accompagnement à la mise en œuvre de la Solution
- Redevance d'utilisation ou distribution des droits d'utilisation de la Solution
- Maintenance / support de la Solution

Ce périmètre sera précisé et/ou complété à l'occasion de chaque marché spécifique selon le besoin exprimé par les adhérents.

### 2.3 PERIMETRE DES BENEFICIAIRES DU SAD

Le présent SAD est susceptible d'être mis à disposition des membres et adhérents listés en annexe 1, via une convention de mise à disposition dont les modalités sont précisées dans le présent CCATP.

Conformément à l'article R.2162-39 du Code de la commande publique, le SAD pourra en outre être mis à disposition de nouveaux membres et adhérents, en cours d'exécution, dans la limite de l'estimation du besoin. Ces nouveaux adhérents seront nécessairement, conformément au Code de la santé publique et à la convention constitutive du GCS, des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou toute structure concourant à l'activité de UniHA (notamment structures de coopération hospitalière, universités pour leurs besoins relevant du domaine sanitaire) et situés sur le territoire français.

## Chapitre 2 – Dispositions relatives au SAD

### 3. POUVOIR ADJUDICATEUR DE SAD

Le GCS UniHA est pouvoir adjudicateur du SAD :

- Il publie l'avis de publicité du SAD et met le DCE du SAD à disposition des opérateurs qui souhaitent se référencer dans une catégorie du SAD ;
- Il reçoit les candidatures des opérateurs économiques, les analyse et décide de l'acceptation ou du rejet des candidatures ;
- Il tient à jour la liste des candidats admis dans chaque catégorie du SAD et la met à disposition des adhérents de UniHA sollicitant la mise à disposition du SAD ;
- Il est responsable des modifications des pièces contractuelles du SAD ;
- Il met à disposition de ses adhérents les pièces du SAD afin que ces derniers puissent lancer les marchés spécifiques

### 4. PIECES CONTRACTUELLES DU SAD

Les pièces contractuelles du SAD sont les suivantes :

- Le règlement de consultation du SAD qui précise notamment comment les opérateurs peuvent présenter une candidature pour être référencés dans le SAD, comment leur candidature est analysée par le GCS UniHA ;
- Le présent CCATP qui est commun à l'ensemble des futurs marchés spécifiques lancés par les établissements adhérents et qui pourra être complété à chaque marché spécifique si besoin, et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Liste des adhérents de la centrale d'achat
  - Annexe 2 : Liste des catégories du SAD
- Le CCAG FCS 2021

## 5. DUREE DU SAD

Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de 6 ans : les opérateurs économiques peuvent candidater dans le SAD pendant toute la période de validité du SAD.

Cette durée de validité pourra être modifiée par le GCS UniHA selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

## 6. OBLIGATIONS GENERALES DES CANDIDATS ADMIS DANS LE SAD

### 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les bénéficiaires. S'ils n'y répondent pas, ils en informeront le GCS UniHA des raisons.

### 6.2 CHANGEMENTS AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS DANS LE SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le GCS UniHA de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse ou son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse et coordonnées bancaires ;
- Les éléments de sa candidature dans le SAD ayant fait l'objet de modification depuis son admission et **notamment l'adresse mail de contact sur laquelle les marchés spécifiques seront adressés par l'intermédiaire du Profil acheteur (cf. article 2.1.2 du RC)**

Le candidat fait parvenir par tout moyen, les éléments justificatifs de ces changements.

## **Chapitre 3 – Dispositions relatives à la passation des marchés spécifiques**

### **7. POUVOIR ADJUDICATEUR DES MARCHES SPECIFIQUES**

Chaque adhérent de UniHA ayant sollicité la mise à disposition du SAD est pouvoir adjudicateur de son marché spécifique :

- Il lance son marché spécifique auprès des candidats admis dans la ou les catégories concernées par le marché spécifique, et selon la liste des candidats mise à disposition par le GCS UniHA ;
- Il précise les critères d'analyse des offres et leurs pondérations
- Il reçoit les offres, les analyse et procède à la notification du marché spécifique ;
- Il réalise plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché spécifique,
- Il prononcer la résiliation du marché spécifique ;
- Il gère les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques.

### **8. PIECES CONTRACTUELLES DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE**

Les pièces contractuelles de chaque marché spécifique sont les suivantes :

- Les pièces contractuelles du SAD listées à l'article 4 du présent CCATP ;
- L'acte d'engagement du marché spécifique et ses annexes
- Le CCATP propre au marché spécifique
- L'offre du titulaire du marché spécifique

### **9. DUREE DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE**

La durée des marchés spécifiques sera de 1 an renouvelable tacitement 3 fois maximum.



## 10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

### 10.1 OBJET DES MARCHES SPECIFIQUES

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les prestations objet du marché qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les établissement(s) bénéficiaire(s) concerné(s) ;
- La nature des prestations attendues, notamment :
  - L'acquisition ou la mise à disposition d'une solution digitale (ex. : logiciel, application mobile, plateforme web, etc.) ;
  - Les prestations associées : intégration dans le SI existant, hébergement (notamment en conformité avec la certification HDS), maintenance, formation des utilisateurs, support technique, accompagnement au changement
- Les éventuelles contraintes d'interopérabilité :
  - Référentiels d'interopérabilité requis ;
  - Compatibilité avec les SIH ou les applications métiers existants ;
- Les exigences en matière de conformité réglementaire
  - RGPD, certification DM si applicable, exigences CNIL, référentiels ANS ;
- Les niveaux de service attendus (SLA) :
  - Délais de réponse du support, garanties de disponibilité de la solution, modalités de correction des anomalies critiques, etc.
- Les modalités de déploiement :
  - Planning prévisionnel et exigences calendaires le cas échéant
- Les modalités de paiement et notamment les règles relatives aux avances
- Les pénalités applicables à défaut des règles prévues au présent CCATP
- Les critères d'analyse des offres et leurs pondérations

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCATP.

### 10.2 INVITATION DES CANDIDATS A REMETTRE UNE OFFRE

En fonction de la survenance du besoin, chaque établissement bénéficiaire lance son ou ses marchés spécifiques.

Conformément à l'article R.2162-49 du Code de la commande publique, tous les candidats admis par le GCS UniHA dans la catégorie objet du marché spécifique à la date de son lancement, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de

la lettre d'invitation à soumissionner. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le GCS UniHA du motif de leur non-réponse.

Cette invitation prend la forme :

- D'une lettre d'invitation à soumissionner mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
  - o Un acte d'engagement,
  - o Le bordereau de prix unitaire et forfaitaire,
  - o Une expression technique, fonctionnelle du besoin

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

---

### 10.3 REMISE DES OFFRES PAR LES CANDIDATS

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des prestations concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté et signé,
- Les réponses au questionnaire du marché spécifique,
- Un mémoire technique
- Le ou les tarifs applicables à la date de remise des offres,
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues.

L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution.

Les candidats admis dans le SAD sont libres de proposer des offres différentes à chaque marché spécifique.

---

### 10.4 EVALUATION DES OFFRES DE CHAQUE MARCHE SPECIFIQUE

Les critères de sélection des offres et leur pondération seront basés sur le tableau suivant :

Critères	Pondération
<b>Critère technique</b>  Les offres seront appréciées sur la base des sous-critères techniques suivants, par hiérarchisation :	Entre 60 et 70%

- **Pertinence fonctionnelle et adéquation au besoin :**

Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :

- Appréciation de la capacité de la solution à proposer des fonctionnalités supplémentaires pertinentes au-delà des exigences minimales du cahier des charges, au bénéfice des différents profils d'utilisateurs (médecins, personnels soignants, agents administratifs).
- Justificatifs de validation technique, clinique ou organisationnelle issue par exemple des expérimentations menées dans le cadre des Tiers lieux d'Expérimentation (ex : rapport d'évaluation, étude d'impact, bilan d'expérimentation).

- **Ergonomie et simplicité d'usage**

Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :

- Facilité de prise en main par les professionnels de santé et/ou les utilisateurs administratifs.
- Qualité générale de l'interface utilisateur (UI/UX).

- **Sécurité et protection des données :**

Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :

- Respect des exigences réglementaires (RGPD, certification HDS).
- Mesures de sécurité technique (cryptage, authentification forte).
- Procédures en cas d'incidents de sécurité (plan de continuité et reprise d'activité).

- **Interopérabilité et intégration dans le SI hospitalier :**

Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :

- Respect des référentiels du Numérique en Santé :
  - Référentiels concernant la sécurité (PGSSI-S) ;
  - Référentiels des identifications électroniques (les personnels de santé, les personnes morales) ;
  - Référentiels concernant l'accès à MES et au DMP
  - Intégration avec les outils existants ((DPI, PACS, RIS, SI administratif ...)

- **Accompagnement, support technique :**

Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Méthodologie, et pertinence des dispositifs mis en place à la mise en œuvre de la Solution</li> <li>○ Qualité et réactivité du support technique et de l'accompagnement proposé</li> </ul> <p>- <b>Evolutivité de la solution :</b></p> <p>Ce sous critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Capacité d'évolution technique et fonctionnelle du produit.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>Critère prix :</b></p> <p><b>Ce critère pourra notamment être apprécié sur la base des éléments d'appréciation suivants fournis à titre d'exemple :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Coût global de la solution sur la durée totale du contrat : (Coût d'acquisition ou d'abonnement, coûts de licence, coûts récurrents, maintenance et support inclus)</b></li> <li>- <b>Transparence et clarté de la tarification : (Détail des postes de coûts, visibilité sur les frais annexes éventuels)</b></li> </ul>	Entre 30 et 40%

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%.

Chaque établissement détermine la pondération du critère technique et du critère financier dans la limite de la fourchette de pondération précisée dans le tableau ci-dessus.

Concernant le critère technique, chaque établissement précise la pondération affectée aux sous-critères définis dans le tableau ci-dessus. Les sous-critères techniques sont obligatoires. Leurs pondérations ainsi que les éléments d'appréciation proposés sont en revanche à la discrétion des établissements qui peuvent ne pas respecter la hiérarchie présentée dans le tableau et peuvent ajouter ou supprimer des éléments d'appréciation en lien avec le sous-critère.

Concernant le critère financier, les éléments d'appréciation proposés dans le tableau ne sont pas obligatoires.

## 10.5 ATTRIBUTION DU MARCHÉ SPECIFIQUE

Chaque établissement bénéficiaire procède aux formalités d'attribution et notification des marchés spécifiques et informe le GCS UniHA des résultats de la consultation.

## **Chapitre 4 – Dispositions relatives à l'exécution des marchés spécifiques**

### **11.OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES DES TITULAIRES DES MARCHES SPECIFIQUES**

#### **11.1 DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Le Titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des marchés spécifiques.

Le Titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Chaque candidat admis au SAD s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données personnelles.

#### **11.2 ASSURANCES**

Chaque titulaire de marché spécifique devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande de l'établissement bénéficiaire, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels des Bénéficiaires ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- Par son personnel salarié ;
- Par ses matériels ;
- Du fait de l'exécution du marché spécifique avant et après admission des prestations.

#### **11.3 SOUS-TRAITANCE**

Le candidat ou l'attributaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre lors du marché spécifique, soit en cours d'exécution du marché spécifique.

Dans tous les cas, la déclaration de sous-traitance mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées ;

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

La déclaration du sous-traitant doit indiquer qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

---

#### 11.4 RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DU CODE DU TRAVAIL

Le Titulaire de chaque marché spécifique est tenu de fournir à l'établissement bénéficiaire, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail.

En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7.

Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le Titulaire encoure l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

---

#### 11.5 RECUPERATION DES DONNEES

Le candidat admis au SAD et titulaire d'au moins un marché spécifique s'engage à transmettre à UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du SAD en termes de volumétrie et en termes financiers. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier pour les données du 1er juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution du SAD et de ses éventuels marchés spécifiques, quelle que soit de la date de début et de la date de fin du SAD, dès lors que sa période d'exécution du marché spécifique couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- N°SIRET du Candidat admis au SAD, le nom du Candidat admis au SAD
- Numéro de marché spécifique
- Le numéro de Lot
- N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le nom de l'établissement
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2025 - 30/06/2025 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

- Quantité de produits et/ou services facturée, ainsi que le libellé
- Montant facturé en euros HT et TTC

**Le mode opératoire est le suivant :**

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nomdufournisseur\_S12025 (pour 1er semestre 2025).

Le format fichier sera CSV ou Excel. Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

Ce fichier sera également transmis par courriel à : [sdn@uniha.org](mailto:sdn@uniha.org) dans un délai de quinze jours calendaires.

## 12. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Les spécifications techniques et fonctionnelles seront définies au stade du Marché Spécifique.

L'annexe 2 du CCATP « Liste des catégories du SAD » en précise les attendus en termes de périmètre fonctionnel.

## Chapitre 5 – Dispositions financières des marchés spécifiques

### 13. PRIX

#### 13.1. PRIX DE REFERENCE

Les prix de référence sont les prix qui figurent dans l'annexe financière chaque marché spécifique selon le modèle économique retenu.

Ils sont réputés comprendre toutes autres charges fiscales, parafiscales ou autres frappant (obligatoirement ou non) la/les prestations requises et nécessaires pour l'exécution de l'accord-cadre.

#### 13.2. FORME DE PRIX

Les prix sont révisables à échéances fixes, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Les prix seront révisables le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Le titulaire adresse un nouveau BPU au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre précédent la révision en précisant le calcul effectué et l'augmentation de chaque prix.

A défaut, la révision pourra ne pas s'appliquer.

Il est précisé que le GCS UniHA pourra assurer également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur.

Les prix seront révisables une fois par an sur la base de **l'indice Syntec publié par la Fédération Syntec**.

Les coefficients de révision seront arrondis au dix millième supérieur.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

**Formule dans laquelle :**

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$



Où :

- P = prix révisé
- P<sub>0</sub> = prix initial (lors de la remise de l'offre ou dernier prix en vigueur)
- I = valeur de l'indice Syntec publié au 30 novembre précédent la révision du 1<sup>er</sup> janvier
- I<sub>0</sub> = valeur de l'indice Syntec publié au mois du dépôt de l'offre pour la première révision, puis l'indice retenu lors de la dernière révision

---

### 13.3. OFFRE PROMOTIONNELLE

En cours d'exécution du marché spécifique, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des prestations figurant dans le marché spécifique pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché spécifique adressera au Bénéficiaire son tarif promotionnel par email, en précisant :

- La désignation précise des logiciels, matériels et prestations concernés par l'offre promotionnelle ;
- La durée de validité de l'offre promotionnelle.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seules prestations figurant aux BPU annexes de l'acte d'engagement.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché spécifique sont ceux à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, pour les matériels et prestations concernés.

Les taux de remise sont ceux prévus dans l'offre du Titulaire du marché spécifique.


## 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

---

### 14.1. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué par chaque établissement bénéficiaire, en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### 1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

#### 2/ Dépôt de la facture électronique :

⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

**La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :**

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- pour les factures liées aux équipements électroniques et électriques, les factures feront apparaître la ligne correspondant à l'élimination des déchets
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

---

## 14.2. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits ou, pour les acomptes, à la date d'admission des opérations de vérification, à compter de la date d'admission lorsque le paiement est subordonné à une procédure d'admission.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier. **Escompte** : en cas de paiement rapide, sera appliqué un escompte selon le taux mentionné par le Titulaire dans sa réponse à l'onglet « autres conditions » du BPU.

---

## 14.3. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

---

#### 14.4. AVANCE

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% dans les marchés spécifiques.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

##### **Remboursement de l'avance**

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

## Chapitre 6 – Sanctions et résiliation des marchés spécifiques

### 15. PENALITES

#### 15.1. PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard seront définies au stade du marché spécifique publié par le bénéficiaire.

A défaut, les modalités prévues ci-après s'appliquent aux marchés spécifiques

En cas de retard dans la livraison, l'installation, la mise en service des logiciels, ou le rétablissement du service dans les délais contractuels, des pénalités forfaitaires seront appliquées de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure dûment justifié.

**La pénalité sera appliquée selon la formule suivante :**

Pénalité journalière=  $V/1000 \times n$

Où :

- V = montant HT de la prestation concernée,
- n = nombre de jours calendaires de retard.
- La pénalité est plafonnée à 10 % du montant HT de la prestation concernée. Au-delà de ce seuil, le pouvoir adjudicateur pourra engager la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### 15.2. PENALITES DE RETARD DANS LA COMMUNICATION DES JUSTIFICATIFS D'ASSURANCE

En cas de retard de communication des assurances prévues par l'article 11.4 du présent CCATP, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure.

Ces pénalités seront appliquées par l'établissement responsable de la passation du marché spécifique.

### 16. RESILIATION DES MARCHES SPECIFIQUES

#### 16.1. MOTIFS DE RESILIATION

Les bénéficiaires des marchés spécifiques peuvent mettre fin à l'exécution du marché spécifique dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**La résiliation pourra être prononcée aux torts du titulaire, notamment :**

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;

- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations.

---

## 16.2. INDEMNITES DE RESILIATION

La résiliation prononcée pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

---

## 16.3. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'établissement Bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché spécifique, aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation du marché spécifique pour faute du Titulaire ou en cas de rupture temporaire fautive de l'exécution des prestations.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des fournitures réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché spécifique, résultant de l'exécution des fournitures aux frais et risques du Titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution éventuelle des dépenses ne lui profite pas.

## Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Pouvoir adjudicateur
4.1	Pièces constitutives du marché public
5.2	Protection des données
14.1.1	Montant et absence mise en demeure pour les pénalités appliquées par les établissements bénéficiaires
14.1.2	Plafond et exonération des pénalités
14.2	Pénalités pour indisponibilité
42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général